

**RAPPORT N° 2025/4-18
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 18 Septembre 2025**

OBJET

RAPPORT ANNUEL 2024 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 23 « Réfléchir à la gestion des déchets à l'échelle de l'île pour bâtir une cohérence d'action » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

L'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales et le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 fondent l'obligation pour la CINOR de publier annuellement un rapport sur le prix et la qualité du service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers.

Depuis le 1er janvier 1998, la CINOR est chargée de l'ensemble des opérations liées à l'élimination des déchets ménagers et assimilés : la collecte, le traitement et la valorisation.

Depuis mai 2015, le syndicat mixte SYDNE assume la compétence de traitement des déchets ménagers et assimilés collectés par la CINOR.

À ce titre, la CINOR assure la gestion de nombreux services :

- La collecte en porte-à-porte des ordures ménagères, des biodéchets et des déchets recyclables ;
- La collecte en porte-à-porte des encombrants ménagers ;
- La collecte en porte-à-porte des déchets verts ménagers ;
- La collecte des points d'apport volontaire (verre) ;
- La gestion du parc de contenants (bacs roulants, conteneurs d'apport volontaire, corbeilles à papier, composteurs) ;
- La gestion du parc de déchetteries (réalisation et exploitation) ;
- La collecte des corbeilles à papier ;
- La collecte des déchets des filières REP (métalliques, piles, batteries, pneus, D3E) ;
- La communication et la prévention des déchets.

La traduction opérationnelle de ces compétences repose sur une complémentarité de prestations privatisées et réalisées en régie. Le service public de collecte et d'élimination des déchets mobilise la centaine d'agents que compte le service environnement de la CINOR.

1- Les principaux indicateurs techniques et financiers :

Avec une saison cyclonique marquée par le passage de Belal, une augmentation des tonnages collectés en 2024 sur l'ensemble du territoire est observée pour atteindre **139 606 tonnes** de déchets ménagers et assimilés (5,12 % par rapport à l'an dernier), ce qui équivaut à **644,57 Kg/hab** , pour une population de **216 588 habitants** en hausse 1,49%) (données DGF. Population municipale).

L'objectif, fixé par la Loi de transition écologique (LTE), de réduire de 10% les tonnages collectés, par habitant, entre 2010 et 2020, est atteint depuis 2017. **Avec 644,57 kg/hab en 2024, la CINOR est à – 10,08 % de baisse des tonnages collectés** par habitant, par rapport à 2010 (716,83 kg/hab), sur son territoire.

En ce qui concerne les tonnages de déchets principaux collectés en 2024 et leur évolution par rapport à 2023, voici les détails :

- **57 426 tonnes d'Ordures Ménagères Résiduelles (soit 265,14 kg/hab.)** : Cette année, le gisement connaît une légère augmentation (+0,58 %) par rapport à la période de la crise Covid, avec un volume similaire à celui observé pendant cette période difficile.
- **465 tonnes de biodéchets collectés**. A ce jour, le gisement de biodéchets est essentiellement capté au moyen de bacs individuels distribués aux foyers pavillonnaires. La dotation de contenants en habitat collectif et notamment avec les bailleurs, les professionnels et les écoles est finalisée et la campagne de communication en cours de validation.
- **5 876 tonnes de déchets recyclables secs (27,13 kg/hab.)**, issues de la collecte des bacs jaunes, des bornes d'apport volontaires et des déchetteries, ont été collectés en 2024. Qui correspond, à la fois, à une baisse quantitative (- 3,39%) et une performance de tri à la baisse (- 5,36 %) du gisement collecté. Le gisement valorisé en sortie de centre de tri est de 3 247, 38 tonnes. Le taux de refus (9,62 %) est en hausse..
- **3012 tonnes de verre (13,91 kg/hab.)**, La baisse de 1,65 % du gisement collecté est due entre autres aux difficultés techniques en matière de réparation et à l'absence sur le territoire de prestataire pour des travaux de réparation des bornes d'apport volontaire.
- **28 932 tonnes d'encombrants (133,58 kg/hab.)** les opérations exceptionnelles et la gestion cyclonique expliquent en partie cette hausse (5,63 %). Ce gisement à fort potentiel de valorisation est de plus en plus capté par les ressourceries et les associations de l'économie sociale et solidaire (ESS) œuvrant dans l'économie circulaire.
- **33 230 tonnes de végétaux (153,42 kg/hab)**, gisement en forte hausse lié à l'épisode cyclonique (25,91%). La promotion du compostage à domicile et des jardins partagés concourent à la valorisation à la source des végétaux.
- **3 821 tonnes de déchets métalliques (17,64 kg/hab)** en hausse (+7,41 %). ce gisement valorisable est collecté sur voiries, dans les déchetteries et comprend aussi les véhicules hors d'usage (VHU) récupérés sur le domaine public.
- **5 254 tonnes de déchets inertes (24,26 kg/hab)**, en hausse (+xxx%). Ce gisement valorisable est collecté essentiellement en déchetterie.
- **349 tonnes des filières REP (1,61 kg/hab)** collectées sur nos déchetteries (piles, lampes, textiles, pneus, batteries et DEEE), sont en hausse (+ 66,28 %).

Ainsi, les 139 606 tonnes collectées en 2024 ont fait l'objet d'un traitement comme suit :

- **22 230 tonnes de déchets encombrants** ont été triés au centre de Valorisation Multi-filières qui correspond à 15,92 % de l'ensemble des déchets collectés, soit une hausse de + 7,40 % par rapport à 2023,
- **82 903 tonnes de déchets** ont été traitées au centre de Valorisation Multifilières qui correspond à 59,39 % de l'ensemble des déchets collectés soit une hausse de + 32,42 % par rapport à 2023,

34 468 tonnes de déchets collectés ont fait l'objet d'une valorisation matière et organique, qui correspond à 24,69 % de l'ensemble des déchets collectés, soit une baisse de - 30,37% par rapport à 2023.

2- Les indicateurs financiers

En 2024, le coût global du service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers s'élève à **54 502 525 €**, en progression de **+3,36 %** par rapport à 2023. Cette hausse s'inscrit dans une tendance durable à l'augmentation des charges, portée par plusieurs facteurs : le contexte inflationniste lié à la crise sanitaire et au conflit russo-ukrainien, le mécanisme contractuel de révision des prix, la hausse des coûts énergétiques et de carburants, ainsi que les surcoûts engendrés par la gestion post-cyclonique du Belal.

Le coût direct des prestations de collecte et de traitement est de 44 949 812 € (hors frais de personnels et de structure), qui correspond à une hausse des coûts du service (+ 2,80%).

À noter toutefois qu'en 2024, le coût de traitement au Centre de valorisation multi-filières de Sainte-Suzanne a enregistré une baisse de -1,40 % par rapport à 2023, contribuant à atténuer partiellement l'impact global sur le budget.

Du côté des recettes, la CINOR enregistre en 2024 un total de **57 215 451 €**, en progression de **+6,27 %**. Elles se composent principalement de :

- la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**, représentant **92,24 %** des recettes, avec une progression de **+4,34 %** ;
- le **soutien des éco-organismes**, qui s'élève à **2 471 329 €** (soit **4,59 %** des recettes), dont **2 372 206 €** au titre du soutien direct (incluant **780 691,73 €** de solde 2023 perçu en 2024) et **99 123 €** spécifiquement dédiés aux actions de sensibilisation ;
- les **autres recettes CINOR** (RSE, transit, etc.), qui représentent **3,18 %**.

Ainsi, malgré une hausse conjointe des dépenses (**+3,36 %**) et des recettes (**+6,27 %**), l'équilibre budgétaire du service est assuré : le coût de la collecte et du traitement des déchets est entièrement couvert par les recettes de fonctionnement, même si la marge dégagée reste relativement limitée.

Avec des dépenses (+3,36 %) et des recettes (+6,27 %) en augmentation, le coût du service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés, en 2024, est entièrement couvert par les recettes de fonctionnement. Ces évolutions s'expliquent principalement :

- par le mécanisme contractuel de révision des prix,
- par les surcoûts liés à la gestion post-cyclonique du Belal,
- et par la hausse des charges énergétiques et de fonctionnement.

La commission consultative des services publics locaux en séance du 09 septembre 2025 a pris acte des indicateurs techniques et financiers du rapport sur le prix et la qualité du service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers pour l'année 2024.

Conclusion

Au vu de ces éléments et conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 modifiées du CGCT modifié, **je vous prie de bien vouloir prendre acte** du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour **l'année 2024**, ci-joint.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DELIBERATION N°2025/4-18
du Conseil de la Communauté
en séance du 18 Septembre 2025**

OBJET :

RAPPORT ANNUEL 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 23 « Réfléchir à la gestion des déchets à l'échelle de l'île pour bâtir une cohérence d'action » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Collectivités Territoriales (Livre II /La coopération intercommunale - Titre 1^{er} / Etablissements publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1^{er} / Dispositions communes – Chapitre VI / Communauté d'agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux en date du 09 septembre 2025 ;

Sur l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/4-18 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE UNIQUE :

Prend acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour **l'année 2024**, ci-joint.

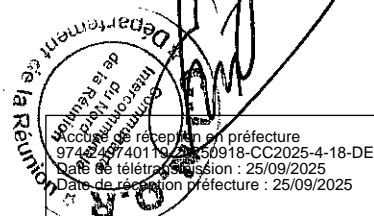
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte Clotilde

12 3 SEPT 2025

**Le Président
Maurice GIRONCEL**





Cinor
Communauté de Communes
de la Région de Orléans
**SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE**

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2025/ENV/4-18

Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

COMMISSION TRANSITION ECOLOGIQUE

La Commission prend acte mais souhaite que les procédures soient améliorées en collaboration avec les CCAS et les communes pour limiter les impayés du public en difficulté

COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES

La Commission prend acte.